Flash-back sur l’histoire tumultueuse des élections au Burundi

@rib News, 22/12/2012Le BURUNDI face Ã la civilisation Ã©lectoralePar Hassan NGENDAKUMANALa civilisation Ã©lectorale est un processus extrÃªmement lent, et la lutte Ã©lectorale dÃ©veloppe des comportements dit dÃ©viants aux rÃ¨gles mÃªme de la dÃ©mocratie, mais qui permettent dâ€™accÃ©der au pouvoir ou de le conserver par le biais dâ€™Ã©lecti Â dÃ©mocratiques. La stabilisation dâ€™un tel rÃ©gime, avec des Ã©lections qui ne sont pas susceptibles dâ€™entraÃ®ner un systÃ¨me politique, doit passer par un processus dont seul le temps sera le maÃ®tre de sa mise en place effective.
Faisons une analyse des diffÃ©rentes Ã©lections qui se sont dÃ©roulÃ©es au Burundi et tirons une conclusion.
Â Â Â 1. Elections communales de DÃ©cembre 1960 Â DÃ¨s la fin des annÃ©es 1960, dans ce contexte de dÃ©mocratisation d institutions imposÃ© par lâ€™ONU, nous assistons Ã un foisonnement des idÃ©es et des revendications politiques. De nombre partis politiques2 sont nÃ©s juste avant les Ã©lections communales prÃ©vues en dÃ©cembre 1960. On compte 27 partis politiques dont les quatre plus importants Ã©taient : lâ€™UPRONA, le PDC, le PDR Â et le PP. Avant les Ã©lections communale en voyant lâ€™effervescence populaire quâ€™impulse lâ€™UPRONA, de part son affiliation avec la royautÃ©, lâ€™administrat de peur que ce parti ne remporte les Ã©lections, mit en place un dÃ©cret qui interdit aux parents et alliÃ©s du roi de sâ€™occup de la politique. Avec ce dÃ©cret, lâ€™UPRONA se voyait privÃ© pour les Ã©lections de grands leaders charismatiques tels que Prince Rwagasore, et des deux gendres du mwami, Ndenzako et Muhirwa, plus dâ€™une centaine de personnes provenant majoritairement de lâ€™UPRONA ont Ã©tÃ© mis en rÃ©sidence surveillÃ©e ou en prison pour des motifs Ã caractÃ¨re politiqu Ces Ã©lections communales ont vu une large victoire du FC,Â lâ€™UPRONA a immÃ©diatementÂ contestÃ© les rÃ©sultats e Â dâ€™usurpation de la part du Front.Â Â Â 2. Elections lÃ©gislatives de septembre 1961DÃ¨s le milieu de lâ€™annÃ©e 1961, le biais de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda Urundi (CNURU), a supervisÃ© le dÃ©roulement et lâ€™organisation des Ã©lections lÃ©gislatives prÃ©vues en septembre 1961, qui avaient pour but de choisir les futurs reprÃ©sentants du Burundi indÃ©pendant. La compÃ©tition politique, lors de la campagne Ã©lectorale, ayant commencÃ© officiellement trois semaines avant le scrutin, a Ã©tÃ© beaucoup plus libre quâ€™en 1960. De trÃ¨s nombreux meetings sont organisÃ©s par les partis politiques. Des tracts ont Ã©tÃ© distribuÃ©s pendant la campagne. Ce climat de forte compÃ©tition Ã©lectorale a donnÃ© lieu Ã de nombreux dÃ©bordements et Ã une montÃ©e de la violence politique sans prÃ©cÃ©dent. Les dÃ©bordements ont Ã©tÃ© la plupart du temps verbaux, Ã certains endroits ils ont pu Ãªtre physiques. Ici le niveau de la violence parait sâ€™accroitre proportionnellement avec lâ€™intensitÃ© de la compÃ©tition et lâ€™importance des enjeux. Par nous pouvons remarquer lors de cette campagne Ã©lectorale que de nombreuses rumeurs se sont dÃ©veloppÃ©es, comme la Â« rumeur du cachet Â». De nombreux Ã©lecteurs ont eu peur de voter car selon eux, la mention Â« Yatoye Â» sur leur livret dâ€™identitÃ© pouvait constituer une preuve de leur complicitÃ© avec lâ€™administration tutÃ©laire et quâ€™au dÃ©par ils pourraient Ãªtre chassÃ©s de leur village.Ces Ã©lections lÃ©gislatives ont offert une trÃ¨s large victoire Ã lâ€™UPRONA obt ainsi 90% des siÃ¨ges Ã lâ€™AssemblÃ©e nationale. Â Cette victoire fut la cause directe de la disparition de son leader charismatique, le Prince Rwagasore, seulement quelques semaines aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© Ã©lu Premier Ministre. Son assassinat a Ã©tÃ© organisÃ© par certainsÂ membres de la famille royale, avec d'autres leaders du parti PDC. Avant mÃªme lâ€™IndÃ©pendance, une lutte sâ€™est engagÃ©e pour la succession Ã la tÃªte du parti UPRONA, conduisant en interne, Ã l de la direction du parti en deux factions rivales : celle de Â« Casablanca Â» et celle de Â« Monrovia Â». Au dÃ©part, ce clivage qui se dÃ©veloppe surtout au sein du Parlement, paraÃ®t suivre lâ€™axe des Â« progressistes Â» et des Â« modÃ©rÃ© Mais rapidement, il va prendre une connotation ethnique trÃ¨s marquÃ©e. La tension entre les hutu et les tutsi est aggravÃ©e par lâ€™assassinat du Premier Ministre Pierre Ngendandumwe, le 15 janvier 1965.Â Â Â 3. Elections lÃ©gislatives 1965AprÃ¨s la mort de Ngendandumwe, Â Â le roi arrÃªte la dissolution de lâ€™AssemblÃ©e nationale le 3 mars 1965, Â afin qu nouvelle AssemblÃ©e soit en sa faveur. Ainsi donc, les Ã©lections lÃ©gislatives au suffrage universel vont se dÃ©rouler dans un Â climat de tension et dâ€™instabilitÃ© politique oÃ¹ chaque citoyen est appelÃ© Ã voter un reprÃ©sentant de son ethnie. C voir que pendant les Ã©lections, lâ€™UPRONA Ã©tait toujours mixte ethniquement, mÃªme si le clivage interne va dans cette direction. Les rÃ©sultats dÃ©finitifs proclamÃ©s en juin, sont toujours en faveur de lâ€™UPRONA, mais lors de ces Ã©lections assistons Ã la Â« renaissance Â» du PP. Sur 33 siÃ¨ges Ã lâ€™AssemblÃ©e Nationale, 21 reviennent Ã lâ€™UPRONA, 10 au Ã des indÃ©pendants. En terme ethnique, se sont les hutus qui ont remportÃ© la victoire : ils sont majoritaires pour la premiÃ¨re fois. En effet, ces Ã©lections se sont dÃ©roulÃ©es dans un contexte ethnique dur. A la suite des Ã©lections lÃ©gislatives, le climat politique va se dÃ©tÃ©riorer davantage. Suite Ã la victoire de la coalition hutu, le roi a rejetÃ© les rÃ©sultats et a refusÃ© dâ€™investir la nouvelle AssemblÃ©e nationale, ainsi que le candidat Ã la primature Gervais Nyangom proposÃ© par la majoritÃ© parlementaire. A la place, il nomma son cousin, un ganwa, ce qui provoqua de la frustration dans lesmilieux hutu. Nous assistons dÃ¨s lors, Ã lâ€™ethnicisation des partis politiques burundais, ce qui va conduireÂ Ã des massacres ethniques avant et aprÃ¨s leÂ coup dâ€™Etat rÃ©ussi de 1966 contraignant les rescapÃ©s Ã lâ€™exil.Â Â Â Â 4. 1993ConformÃ©ment Ã la Constitution de 1992, il a Ã©tÃ© organisÃ© des Ã©lections au suffrage universel direct afin dâ€™Ã© nouveaux reprÃ©sentants du peuple ainsi que son PrÃ©sident. Au cours de lâ€™annÃ©e 1993, il a Ã©tÃ© organisÃ© deux Ã© qui sont les Ã©lections prÃ©sidentielles le 1er juin et les Ã©lections lÃ©gislatives le 29 juin. Lors de ces Ã©lections nous pouvo voir que seul lâ€™UPRONA, le FRODEBU et le PRP ont prÃ©sentÃ© un candidat. Les candidats prÃ©sidentiables sont Pierre Buyoya pour lâ€™UPRONA, Melchior Ndadaye pour le FRODEBU et Pierre Claver Sendegeya pour le PRP. Câ€™est quâ€™Ã de ces discours programmes, les consciences dâ€™appartenance ethnique se sont cristallisÃ©es. La stratÃ©gie principale du FRODEBU pour gagner des militants Ã©tait dâ€™exploiter essentiellement les passions hostiles causÃ©es par les massacres ethniques et Ã rendre lâ€™UPRONA seul responsable de tous les maux qui se sont abattus sur le Burundi depuis lâ€™indÃ©pendance. Â La stratÃ©gie Ã©lectorale de lâ€™UPRONA Ã©tait de prouver au monde que le FRODEBU est un part divisionniste et tribal qui recrute sur des bases ethniques et que donc il ne diffÃ¨re en rien au parti PALIPEHUTU, qui est un parti interdit car il est a visÃ© ethnique. Lâ€™UPRONA a elle aussi ethnicisÃ© et militarisÃ© la campagne.Le comptage des voix Ã commencÃ© dÃ¨s la fermeture des bureaux de vote, et les rÃ©sultats officiels ont annoncÃ© la large victoire du candidat du FRODEBU, Melchior NDADAYE avec 64,75% des suffrages exprimÃ©s. Ces rÃ©sultats ont fait lâ€™effet dâ€™une bombe A

lâ€™UPRONA. En effet, son candidat se voyait vainqueur. Lors de la campagne Ã©lectorale les mÃ©dias officiels prÃ©disaient victoire de P.BUYOYA dÃ¨s le premier tour. Ces rÃ©sultats sont analysÃ©s par lâ€™UPRONA comme un vote ethnique, basÃ© sur une campagne Ã©lectorale ethnique. Le parti espÃ¨re par lÃ influencer la Cour Constitutionnelle Ã ne pas valider les rÃ©sultats des prÃ©sidentielles, et les milieux extrÃ©mistes tutsi voyaient cette victoire comme un coup dâ€™Etat de part sa nature ethnique. Ainsi ils se sont dÃ©cidaient Ã tout bouleverser pour empÃªcherÂ Ndadaye de Â mettre en place son programme. Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, les militaires ont opÃ©rÃ© un coup de force qui a coÃ»tÃ© la vie au PrÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi ainsi que de ses proches collaborateurs.Â A lâ€™annonce de lâ€™assassinat du pr des massacres ethniques ont explosÃ© un peu partout dans le pays. Ainsi, des milliers des personnes victimes de leur appartenance ethnique ou de leur tendance politique sont massacrÃ©es.Â Â Â 5. Electoral de 2005Pour Ã©viter un vide constitutionnel le 31 octobre 2004, des Ã©lections gÃ©nÃ©rales doivent avoir lieu, tel que lâ€™accord dâ€™Arusha le prÃ©voit suite Ã des problÃ¨mes dâ€™ordre matÃ©riel et lÃ©gislatifs, les Ã©lections ont Ã©tÃ© reportÃ©es au cours de lâ€™annÃ©e 2 pour entrer dans la pÃ©riode post transition, le Burundi devait se doter dâ€™une nouvelle Constitution validÃ©e par un rÃ©fÃ©rendum, et Ã©galement dâ€™un code Ã©lectoral et communal.Ces Ã©lections se dÃ©roulent toujours dans un contexte guerre civile car le FNLPALIPEHUTU est toujours officiellement en guerre contre le gouvernement burundais. Le contexte est trÃ¨s dangereux Ã©tant donnÃ© la prÃ©sence dans certaines communes de la guerre et parce que la population est fortement armÃ©e. Lors de ces Ã©lections, la donne politique a changÃ© par rapport aux Ã©lections de 1993 : lâ€™adversa redoutable du FRODEBU en 2005, nâ€™Ã©tait plus lâ€™UPRONA mais le CNDD FDD. Le FRODEBU pour discrÃ©diter le CNDDFDD, mettait en avant les tueries et les exactions commises par lâ€™ancienne rÃ©bellion, et le CNDD FDD accusait le FRODEBU de sâ€™Ãªtre enrichi sur le dos de la population tout au long de sa cohabitation avec lâ€™UPRONA.A la suite de ce processus Ã©lectoral, la victoire du CNDD FDD a Ã©tÃ© confirmÃ©e par la CENI etÂ tous les Observateurs indÃ©pendants.Â on peut remarquer quâ€™au Burundi, souvent aprÃ¨s une dÃ©faite, les partis politiques ont du mal Ã la digÃ©rer et prÃ©fÃ¨ren appeler au boycott des futures Ã©lections oÃ¹ encore ne pas prÃ©senter de candidats plutÃ´t que dâ€™Ãªtre confrontÃ©s Ã un nouvelle dÃ©faite Ã©lectorale. Â Câ€™est ainsi que le prÃ©sident du parti FRODEBU appela ses militants Ã une rÃ©sistance c CNDD FDD et en les incitant Ã la rÃ©volte et en lesÂ prÃ©parant Ã sâ€™affronter aux forces de lâ€™ordre comme sâ€™il y a guerre en prÃ©paration.Â Â Â 6. ElectionsÂ de 2010 Tout comme le processus Ã©lectoral de 2005, le renouvellement de tous les hommes politiques au service de lâ€™Etat sâ€™effectue dans un court espace temps, afin de concentrer les moments les p Ã risque sur une mÃªme pÃ©riode et donc de mieux les contrÃ´ler. En effet au Burundi, ce sont les moments Ã©lectoraux et plus particuliÃ¨rement les pÃ©riodes post Ã©lectorales qui comportent le plus de risque de violence.En 2010, tous les citoyens Ã©lecteurs burundais iront voter quatre fois en lâ€™espace de quatre mois. Seules les Ã©lections sÃ©natoriales sont organisÃ©es selon un mode indirect.Le processus Ã©lectoral de 2010 est une phase dÃ©cisive pour le maintien de la paix et des instances dÃ©mocratiques au Burundi, car se sont les premiÃ¨res Ã©lections depuis la fin de la guerre en 2007 avec le mouvement du FNL PALIPEHUTU. Pour chaque scrutin, cent journalistes des mÃ©dias membres du PACAM sont dÃ©ployÃ©s Ã travers tout le Burundi. Ce qui fait prÃ¨s de six journalistes par provinces. Ils arriveront sur le terrain une journÃ©e avant le scrutin, afin de commencer un premier tour des bureaux de votes de la province et y resteront le jour du scrutin, ainsi que les deux jours suivant. Les journalistes sur le terrain devront pendant ces quatre jours, passer si possible dans tous les bureaux de vote. Ensuite par lâ€™intermÃ©diaire des tÃ©lÃ©phones mobiles, les journalistes devront envoyer les informations concernant le dÃ©roulement des Ã©lections et lors du dÃ©pouillement les premiÃ¨res tendances, Ã un bureau rÃ©gional, qui par la suite envoie les informations Ã un bureau central Ã Bujumbura qui trie toutes les informations. Le but de cette synergie Ã©tait dâ€™Ã©viter tout dÃ©rapage des mÃ©dias dans lâ€™annonce des rÃ©sultats et A de pouvoir informer rapidement la population des avancÃ©es du processus Ã©lectoral. MalgrÃ© cette synergie, malgrÃ© la prÃ©sence des observateurs nationaux et internationaux, une dizaine des partis politiques ont contestÃ© les rÃ©sultats qui donnaient le CNDD FDD vainqueur. Â La suite tout le monde la cannait, elle vit encore avec et Ã cÃ´tÃ© de nous.QuestionÂ : pourquoi les Ã©lections dÃ©clenchent-elles chaque fois les tensionsÂ au Burundi?Ma rÃ©ponseÂ : La pauvretÃ©, un handicap pour la dÃ©mocratie au BurundiLa dÃ©mocratie en passant par les Ã©lections fonctionne plus mal dans notre pays le Burundi. La raison est que dans ce pays la prÃ©occupation principale est bien souvent de manger Ã sa faim. Un pied dans le pouvoir politique pour un membre dâ€™une famille, dâ€™un village, dâ€™une ethnie peut changer totalement la capacitÃ© d famille, de ce village, de cette ethnie Ã survivre. La solidaritÃ© ethnique et rÃ©gionale prime pour rÃ©soudre ce problÃ¨me de pauvretÃ©, dâ€™oÃ¹ les conflits ethniques/rÃ©gionaux pour le pouvoir. Lâ€™accÃ¨s Ã la richesse en passant par le politique ju multiplicitÃ© des partis politiques mais aussiÂ les dÃ©clarations insensÃ©es de guerre. Je pense que manger Ã sa faim et pouvoir se soigner relativement correctement Ã©vitent gÃ©nÃ©ralement les solidaritÃ©s de lâ€™ethnisme ou du nÃ©potisme e les fanatismes qui vont avec, ce qui Ã mon sens rÃ©duirait les appÃ©tits du pouvoir que lâ€™on observe et ses risquesÂ souv cruels.Par Hassan NGENDAKUMANAÃ€ Bruxelles